



Paris, le mardi 17 octobre 2023

## **Publication du rapport sur les coopérations monétaires Afrique-France**

**Le rapport économique et financier 2022 sur la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et l'Union des Comores montre qu'en 2022 les pays des Coopérations monétaires Afrique-France apparaissent résilients, malgré des défis structurels importants.**

**Le Rapport dresse le bilan de la situation économique et financière des pays des coopérations monétaires Afrique-France (CMAF) en 2022 et fait le point sur leurs perspectives à fin 2023.** Il est réalisé par la Banque de France, avec l'appui de la BCEAO, de la BEAC<sup>1</sup> et de la Banque centrale des Comores.

**La croissance économique mondiale (PIB en PPA) post-Covid, estimée à 3,5 % en 2022, et projetée à 3,0 % en 2023 par le Fonds monétaire international (FMI) en octobre 2023, s'est accompagnée d'un choc d'offre sur les matières premières (notamment énergétiques), choc amplifié par la guerre en Ukraine.** L'Afrique Subsaharienne (ASS), fait preuve de résilience en 2022, avec 4,0 % de croissance du PIB. Le ralentissement estimé en 2023 serait temporaire, avec 3,3 %, l'activité économique devant s'accélérer, en 2024, à 4,4 % de croissance. Le FMI estime que l'inflation mondiale, après un pic à 8,7 % en 2022, devrait atteindre 6,9 % en 2023, alors qu'en ASS elle croîtrait de 14,5 % à 15,8%.

**Les pays des Coopérations monétaires Afrique-France ont connu une dynamique plus favorable que ceux d'Afrique subsaharienne (ASS), avec 4,8 % de croissance du PIB en 2022 ; elle devrait continuer de l'être en 2023 avec 5,3 % de croissance.** Ces pays sont aussi significativement moins touchés par les pressions inflationnistes internationales avec, en 2022, une inflation de 6,7 % et, en 2023, de 5,0 %. La forte hausse des prix des hydrocarbures a eu des conséquences contrastées selon les pays, tant sur les soldes courants que budgétaires. Ainsi, en 2022, si les pays de la CEMAC, majoritairement exportateurs d'hydrocarbures, affichent de nettes améliorations de leurs soldes courant et budgétaire, à respectivement + 7,7 % et + 2,6 % du PIB, ceux de l'UEMOA, majoritairement importateurs d'énergie fossile, voient les leurs se dégrader à - 7,8 % et - 6,6 %. En 2023, le recul anticipé des prix des hydrocarbures pourrait réduire cet écart entre les deux zones, avec des soldes

---

<sup>1</sup> BCEAO : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et BEAC : Banque des États de l'Afrique centrale.

courant et budgétaire de la CEMAC à + 0,1 % et + 1,7%, contre - 5,1 % et - 6,2 % pour l'UEMOA.

**Toutefois, le continent africain et particulièrement les pays des CMAF font face depuis l'agression de l'Ukraine à plusieurs chocs** : la forte hausse des prix des matières premières, notamment agricoles, qui, malgré un reflux des cours depuis le deuxième trimestre 2022, a accru l'insécurité alimentaire ; le resserrement des conditions financières mondiales ; le ralentissement du commerce international ; et le recul des flux internationaux d'investissement et d'aide publique. Les défis majeurs posés par le dérèglement climatique et la recrudescence de tensions sécuritaires affectent tant les populations que les économies. Ces chocs pèsent sur les finances publiques, en raison de boucliers tarifaires contre la vie chère et l'accroissement des dépenses de sécurité. Un moindre accès aux financements extérieurs, combiné à des risques de surendettement parfois élevés, contribue également à restreindre les capacités d'investissement de nombreux pays, et donc à repousser l'atteinte des Objectifs de développement durable.

**Le rapport s'appuie sur la collaboration des banques centrales de l'UEMOA, de la CEMAC et des Comores.** Ainsi, outre les statistiques monétaires et financières qu'elles fournissent, il est enrichi par deux études sur l'évolution récente de l'inflation et les enjeux de politiques publiques qui y sont associés. L'étude de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) analyse la transmission des prix internationaux aux prix domestiques dans l'UEMOA. Celle de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) quantifie l'évolution récente et les sources de l'inflation en CEMAC, ainsi que les mesures prises par les autorités pour y faire face.

**Enfin, ce rapport annuel comprend quatre articles analytiques, rédigés par des économistes de la Banque de France, visant à éclairer différents enjeux et défis actuels du continent africain.** Sont ainsi traités les perspectives de l'Union africaine après vingt ans d'existence, l'impact des conflits sur le consentement à l'impôt en Afrique, l'Aire monétaire commune de l'Afrique australe, et les perspectives de développement de l'extraction des métaux critiques sur le continent dans le contexte de la transition énergétique. Ils sont complétés par une étude de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi). Celle-ci présente les enjeux plus structurels de la numérisation financière en ASS, en écho de la conférence organisée en juin 2023 par le partenariat Banque de France-Ferdi, avec l'Agence française de développement.

**Annexe : [Les Coopérations monétaires Afrique-France](#)**

**La France est liée à quinze pays africains par des accords de coopération monétaire, qui constituent un mécanisme de solidarité unique au monde.**

Les partenaires africains de la France forment trois ensembles distincts, disposant chacun d'une banque centrale et d'une monnaie propres :

- Les pays de l'*Union économique et monétaire ouest africaine* (UEMOA) ont pour monnaie le franc de la Communauté financière africaine (franc CFA – XOF) émis par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Le nom de cette monnaie est appelé à évoluer, suivant la volonté des États membres.

- Les pays de la *Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale* (EMAC) ont pour monnaie le franc de la Coopération financière en Afrique centrale (franc CFA – XAF) émis par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).
- *L'Union des Comores*, avec le franc comorien (KMF) pour monnaie.

**La coopération entre la France et ses partenaires africains contribuent à la stabilité financière et monétaire de ces derniers, ainsi qu'à la promotion d'une croissance forte, durable et inclusive.** Elle les protège en particulier contre les risques de crise de balance des paiements et leur permet de connaître, depuis plusieurs décennies, une inflation très sensiblement inférieure à celle de leurs voisins. Cette coopération constitue un arrangement financier régional qui contribue au filet de sécurité financière global, centré sur le Fonds monétaire international (FMI). Fondée sur une relation historique et culturelle forte, elle s'inscrit également dans la recherche de réponses communes aux défis du développement et de l'environnement économique international.

Cette coopération repose sur deux principes fondamentaux :

- La fixité du change avec l'euro, avec une parité maintenue à 1 euro = 655,957 francs CFA (XAF/XOF) et 1 euro = 491,968 francs comoriens (KMF).
- La garantie de convertibilité inconditionnelle et illimitée offerte par le Trésor français, sous forme d'avance aux banques centrales, en cas d'épuisement des réserves de change.

#### À propos de la Banque de France

Institution indépendante, la Banque de France a trois grandes missions : la stratégie monétaire, la stabilité financière, les services à l'économie et à la société. Elle contribue à définir la politique monétaire de la zone euro et la met en œuvre en France ; elle contrôle banques et assurances et veille à la maîtrise des risques ; elle propose de nombreux services aux entreprises et aux particuliers.

Visitez notre site Internet [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

Suivez nous    